

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Les-arnaques-de-PDVSA-et-la-possible-intervention-des-Etat-Unis>

# **Les arnaques de PDVSA et la possible intervention des État-Unis.**

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 17 mars 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Par David Javier Medina**

El Guayanes, 14-01-03.\*

Il y a quelques mois, plusieurs analystes de l'industrie pétrolière, notamment Francisco Mieres, Víctor Poleo et Pablo Hernández, collaborateurs importants du Centre de recherches de l'OPEP (un institut adscrit au ministère de l'Énergie et des Mines), soulignaient le besoin de restructurer d'urgence la société pétrolière vénézuélienne, PDVSA, car se tramait en son sein un nouveau coup d'État semblable à celui du 11 avril 2002, en vue de répondre à des intérêts privés, et surtout ceux des compagnies pétrolières nord-américaines.

Une fois la grève pétrolière entamée, le gouvernement dénonce internationalement le sabotage de PDVSA. Les experts mentionnés plus haut lancent alors une campagne de conscientisation qui mit en lumière une réalité touchant aux motivations de certaines guerres dans le monde, des coups d'État en Amérique latine et des plans militaires, comme le Plan Colombie. Et ces experts d'affirmer que l'intention est de faire de notre voisine Colombie une espèce d'Israël sud-américaine.

## **Antécédents historiques**

Cette information a été recueillie lors du forum intitulé « PDVSA de l'intérieur », organisé à Maracaibo quelques jours à peine après la reprise du tanker Pilin Leon. Pablo Hernández était l'orateur principal, tandis que les autres experts intervenaient dans des forums similaires organisés simultanément dans tout le pays.

Sur la base de faits historiques qui, selon Hernández, expliquent la crise actuelle dans notre pays et dans le monde, le spécialiste expliqua que, lorsque les patriotes dirigés par Bolívar affrontèrent l'empire espagnol pour défendre la patrie, un Vénézuélien sur quatre perdit la vie. Ainsi, 250 mille vies furent perdues au cours de la guerre d'indépendance qui a permis de libérer cinq nations.

Par cette réflexion, l'orateur voulait préciser que le processus de transformation du pays commence à nouveau en décembre 2002. Et représente une énorme responsabilité pour les Vénézuéliens, qui devront demain en répondre à leurs enfants.

Hernández rappelle qu'à l'époque de l'indépendance, les États-Unis ne sont pas encore entrés en scène. C'est en 1919 que le Département d'État émet un document dans lequel il prône la nécessité de s'emparer des zones pétrolières tombées aux mains des Britanniques.

Les États-Unis, précise le spécialiste, ne participent pas à la Première Guerre mondiale car ils sont alors, et depuis 1860, les principaux producteurs et exportateurs de pétrole dans le monde. Et pendant la Grande Guerre, tout comme pendant la Seconde Guerre mondiale, les Américains ont livré du pétrole non seulement à la France et à la Grande Bretagne, mais aussi à l'Allemagne. Une preuve de ce que les USA n'ont ni amis ni ennemis, mais bien des intérêts.

Toutefois, et malgré que le plus vaste gisement pétrolier connu à l'époque se trouve sur le territoire américain, Washington commence la guerre pour le pétrole contre la Grande Bretagne et la France. Et c'est aussi en 1919 que s'ouvre, au Venezuela, la lutte entre Shell et Creole pour le contrôle des champs pétroliers du Lac de Maracaibo.

Il est donc évident que, depuis plus de 80 ans, le pétrole est vital pour les États-Unis. À tel point que, dès l'année 2001, plus exactement le 30 avril, le vice-président Dick Cheney expose les bases du fameux plan énergétique de

Bush. « La vérité, c'est que les combustibles à base de pétrole couvrent virtuellement 100% des besoins de transport et la plus grande partie des besoins d'électricité ». Hernández ajoute, en parlant du même document, que cette vérité existe depuis des années et existera encore à terme. Il dément ainsi les arguments avancés dans le passé par Luis Giusti et Quiros Corradi [1], selon lesquels le pétrole n'a plus d'avenir, devant être remplacé par d'autres sources d'énergie. Hernández n'y voit que mensonges, vendus aux Vénézuéliens pour justifier la privatisation de PDVSA.

### Une énigme appelée USA

Les États-Unis consomment la moitié de toute l'essence produite dans le monde. 50 litres sur 100 ! Et à l'avenir, la hausse de consommation d'électricité exigera la construction, d'ici à 2020, de 1 300 à 1 900 stations d'électricité. Une par semaine ! Et tout cela pour leur marché intérieur. Si, en plus, les Américains prétendent augmenter leur rythme de développement, leurs besoins en électricité seront encore plus élevés.

Il leur faudra aussi plus de 400 000 km de gazoducs secondaires et plus de 90 000 km de gazoducs principaux. Or, souligne Hernández, il s'agit de la première économie du monde, laquelle a besoin de pétrole bon marché, et pas n'importe lequel. Il est peu d'endroits sur la planète pouvant offrir des barils de brut à moins de cinq dollars le baril produit.

Le 17 mai, Dick Cheney, qui est aussi le PDG d'une des principales sociétés de services pétroliers, explique, avec la bénédiction de Bush, que les États-Unis pourraient se retrouver en difficultés si l'approvisionnement en combustible venait à faiblir, alors que la crise est en fait artificielle, créée par la société Enron pour récupérer ce qu'elle a versé à la campagne de l'actuel président américain.

Il faut donc obtenir du pétrole, n'importe où, par n'importe quel moyen, puisqu'il s'agit d'un problème de sécurité nationale.

À cela s'ajoute, selon Hernández, le fait que 20 des principaux dirigeants politiques de l'actuelle Administration sont des ex-fonctionnaires de l'industrie du pétrole. Et 32 autres proviennent des sociétés d'armement, y compris l'épouse de M. Cheney, conseillère de la principale compagnie d'armement du pays.

### Pourquoi le pétrole ?

Le pétrole ne fournit pas uniquement le gaz de cuisine, la matière première des stations électriques, les combustibles et carburants, les huiles et l'asphalte pour les routes. Il s'agit surtout de la seule source d'énergie connue dans le monde qui permet, avec un réservoir d'à peine 100 litres, de mobiliser un camion de centaines de tonnes. Aucune autre source d'énergie n'a cette propriété.

Mais le pétrole fournit aussi de nombreux dérivés servant une multitude de branches industrielles. Ainsi, même les couronnes et plombages dentaires existent grâce aux dérivés du pétrole. Ce qui signifie que le pétrole permet de fabriquer des millions de produits, et cela en fait la principale matière première du monde, aujourd'hui et probablement pour les cent prochaines années.

### Quid du Venezuela, dans tout cela ?

La crise vénézuélienne naît simplement de l'intention de sortir le plus de pétrole possible du pays. C'est dans ce but que l'on prétend organiser un coup d'État. Avec des situations provoquées de l'extérieur, ce qui montre bien l'énorme pouvoir dont disposent les sociétés pétrolières du monde.

---

## Les arnaques de PDVSA et la possible intervention des États-Unis.

---

Des 500 grandes corporations de la planète, quelque 260 sont des compagnies produisant des biens matériels ; les 240 restantes s'occupent de commerce, d'assurances, de banques, de finances, et ne produisent absolument rien.

Les sociétés liées au pétrole ou à la production d'énergie se partagent la moitié de l'économie mondiale. D'où l'expression lapidaire selon laquelle les compagnies pétrolières sont actuellement les maîtresses du monde, car elles contrôlent l'énergie qui fait tourner l'économie de la planète, ainsi que la matière première sans laquelle l'économie mondiale ne pourrait fonctionner.

Sur cent tonnes de biens commercés dans le monde, quarante sont d'une manière ou d'une autre liées au pétrole et au gaz. De l'avis de Pablo Hernández, telle est la taille de l'ennemi qu'affronte le Venezuela. Sous-entendu : les compagnies pétrolières des États-Unis.

### **Les transnationales pétrolières : un monstre économique**

Pour preuve du pouvoir des compagnies pétrolières, il suffit de voir les bénéfices nets après impôts, en 2001, d'Exxon Mobil, BP et Shell : 34 milliards de dollars. À titre de comparaison, toutes les compagnies d'informatique (Europe, Amérique du Nord, Japon), y compris celle de l'homme le plus riche de la planète, déclarent à peine la moitié de ce montant.

Et ces sociétés qui déclarent des bénéfices deux fois plus élevés que le reste de l'industrie mondiale contrôlent les gouvernements britannique et étasunien. Or, comme elle ne déclarent que le montant de leurs bénéfices nets, il est probable qu'elles gagnent en fait le triple, grâce à leurs coûts d'opération, autres formes de gains.

### **La fragilité du monstre**

« La consommation de pétrole va diminuer dans un futur proche. » Cette chimère est démasquée par les analyses des principales sources statistiques des États-Unis, qui montrent que, depuis 1985, la consommation a bel et bien augmenté, et continuera d'augmenter jusqu'en 2010.

Pour 2020, on prévoit que les États-Unis doivent importer quatre-vingt barils de pétrole sur cent consommés, contre soixante actuellement.

Quant à l'Europe, elle importe quatre-vingt-dix barils sur cent consommés. Bientôt, elle devra importer tout le pétrole qu'elle consomme, comme le Japon.

Autrement dit, les 60 à 75 millions de barils que consommeront les pays industrialisés en 2020 devront être importés. Or, 75 millions de barils, cela représente 25 fois les gisements du Venezuela, cinquième producteur mondial de pétrole.

### **La politique extérieure de Washington se fonde sur la dépendance énergétique**

Les États-Unis ne peuvent augmenter de moitié leur consommation pétrolière sans intervenir politiquement et militairement dans les pays dont dépend cette consommation de pétrole. Et ils interviendront, pour le meilleur ou pour le pire, partout où il y a du pétrole dont ils ont besoin. Plus précisément au Mexique, au Venezuela, en Colombie, en Équateur et en Argentine, pour ne parler que de l'Amérique latine. De fait, trois millions de barils par jour sortent de l'Amérique latine vers les États-Unis ; autant que l'Arabie Saoudite et le Canada n'exportent aux

Américains.

**Autre élément à considérer** : pour les États-Unis, le pétrole latino-américain est plus important que le pétrole saoudien. Ainsi, le pétrole du Mexique n'est qu'à un jour de route ; celui du Venezuela à cinq jours à peine, et celui des arabes est à cinq semaines. C'est pourquoi les Américains ont toujours dit qu'ils avaient du pétrole dans leur arrière-cour, lisez : l'Amérique latine.

Tout cela veut dire que les besoins énergétiques des États-Unis ont créé des sociétés multinationales sans nationalité. Il ne s'agit pas de compagnies nord-américaines, européennes ou japonaises, mais multinationales.

Lorsque les États-Unis font la guerre pour le pétrole, ils ne font qu'assurer l'approvisionnement à leurs compagnies en Europe, en Asie du sud-est et au Japon. La preuve en est qu'une bonne part de Mitsubishi appartient à General Motors, fruit de fusions qui ont lieu également entre les grandes compagnies du monde, comme la vente d'actions d'Exxon Mobil à Shell et vice-versa.

### Qui sont ceux qui gouvernent le monde ?

Il existe une sorte de gouvernement mondial contrôlé par les grandes corporations, dont les 260 mentionnées plus haut, soutenues par quinze banques de taille planétaire. C'est pourquoi lorsque les États-Unis lancent leur opération de libération « avec nous ou contre nous », ils disent simplement que la matière première (concrètement, le pétrole) sert à garantir une énergie bon marché aux États-Unis, au Japon, en Europe, dans les pays du sud-est asiatique, ainsi qu'au Mexique et au Brésil, où ces compagnies ont des installations.

### Les gisements pétroliers les plus importants au monde

Les Américains ont déjà reconnu que la plus grande réserve pétrolière d'Europe, c'est-à-dire la mer du Nord, s'épuise peu à peu. D'ailleurs, plus aucun investissement n'est réalisé dans cette région, ce qui explique la présence de Norvégiens au Venezuela, au Brésil et dans d'autres pays.

Des études scientifiques suggèrent l'existence d'importantes réserves à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Et les États-Unis ont déclaré l'Afrique de l'Ouest une nouvelle « frontière » pétrolière.

Si l'on compare la nouvelle carte pétrolière du monde avec celle des conflits actuels, on ne s'étonnera pas de constater que là où ils y a des guerres, des coups d'État ou des soulèvements populaires, il y a aussi de grandes réserves de pétrole. En d'autres termes, là où il y a du pétrole, il y a des problèmes et, curieusement, les démocraties ne fonctionnent pas. Ce qui fait dire à M. Hernández que les États-Unis promeuvent en fait la fausse démocratie.

Et de citer trois exemples. Tout d'abord, la guerre en Afghanistan, pays détenteur de 35% des réserves mondiales de gaz. Toutes les guerres imposées jusqu'ici au peuple afghan ont pour toile de fond la construction d'un gazoduc depuis le principal champs d'extraction jusqu'au Pakistan. Ce gazoduc pourrait très bien passer par l'Iran ou l'Irak, mais les États-Unis considèrent ces deux pays des membres de « l'axe du mal ».

Le gazoduc ne peut passer par la Russie non plus, si bien que la seule alternative reste le Pakistan, vers l'océan, et de là, vers l'Europe et le Japon, par les routes conventionnelles des sociétés américaines.

La guerre se justifie bien plus que par les attentats du 11 septembre à New York, dont l'enquête a donné lieu à de graves dénonciations parmi les organes de sécurité. En fait, les Talibans, jadis soutenus, ont refusé de donner leur matière première.

Signalons aussi que l'Afghanistan produit 75% de l'héroïne du monde, consommée aux États-Unis et en Europe. La drogue est en fait un négoce aussi rentable que le pétrole, car elle mobilise plus d'un milliard deux cents millions de dollars par jour entre les grandes banques du monde.

Le deuxième exemple est celui de la Tchétchénie. Il y a plusieurs mois, Moscou a donné l'ordre d'assassiner plusieurs résistants tchéchéniens, y compris les otages. Or, la Tchétchénie borde la mer Caspienne. Il s'agit d'une zone productrice de pétrole mais aussi une importante route pétrolière. La Russie ne peut se permettre d'être exclue du négoce pétrolier, d'autant plus que les gagnants ne sont pas uniquement ceux qui produisent et commercialisent, mais aussi les régions par où le pétrole transite.

Le troisième exemple est celui de la Yougoslavie, une autre route pétrolière importante. Et enfin, il y a le bombardement imminent de l'Irak.

La guerre ne se fait pas uniquement pour l'énergie, mais aussi pour obtenir une matière première bon marché, enfermée dans les minerais fondamentaux et permettant de fabriquer, par exemple, un moteur à réaction et n'importe quel outil moderne.

Ces minerais sont essentiels pour les secteurs stratégiques de l'économie mondiale, pour les machines-outils, les communications, l'énergie et la chimie. Ce qui les rend indispensables pour les principales industries qui font tourner l'économie mondiale et ont encouragé des luttes acharnées pour le pétrole et les matières premières bon marché.

### **Un butin appelé Venezuela**

Le Venezuela n'a pas seulement du pétrole, mais aussi de grandes réserves de gaz, de charbon, d'énergie hydraulique, d'acier, d'aluminium, de fer, entre autres.

Dans un tel contexte, le Venezuela apparaît comme une proie appétissante pour les transnationales pétrolières. Leurs rapports avec l'ancienne direction de PDVSA ont d'ailleurs été mis à découvert dans les politiques d'internationalisation de notre industrie par Luis Giusti. L'origine de ces relations vient toutefois de la « nationalisation incomplète » menée par le premier gouvernement de Carlos Andrés Pérez.

Depuis lors, les dénonciations fusent, quant à l'évasion fiscale, un projet de privatisation de PDVSA et la fameuse méritocratie, que d'aucuns qualifient de « mythocratie », qui consiste à donner de l'avancement aux cadres ayant des accointances avec les transnationales pétrolières.

### **Les guerres à venir**

À l'avenir, qui se penchera sur les guerres et les massacres en Afrique les mettra en rapport avec le pétrole, l'or, les diamants, le fer, le cuivre, le cobalt, le manganèse et l'uranium. « Massacrez-les, peu importe, ils sont Noirs ! » Et telle est la vraie raison d'être de l'opération 'Liberté durable'. Et tel est l'ennemi qu'affronte aujourd'hui le Venezuela.

### **Ce que cache le Plan Colombie**

Le champs pétrolier de Caño Limón, à côté de La Victoria (état de Apure), dont le pétrole sort à Barinas et ensuite à la raffinerie de El Palito, est une zone qui représente un seul gisement pétrolier. Or, dans le Casanare colombien se trouve le gisement de Cusiana-Cuspiagua, principal gisement de la Colombie, avec 1,3 million barils par jour, envoyés pour la plupart aux États-Unis. Mais voilà, ce pétrole ne peut sortir de la Colombie que par trois chemins : par le Venezuela, mais notre Constitution l'interdit ; par le Pacifique, mais il lui faudrait traverser trois fois la cordillère des Andes, à plus de 5000 mètres d'altitude, et le Pacifique n'est pas le marché principal des Américains ; enfin, le long de la frontière vénézuélienne, à travers la cordillère jusque Puerto Cobeñas, port touristique transformé en port pétrolier.

C'est d'ailleurs de là que part un oléoduc de plus de 700 kilomètres que la guérilla colombienne a paralysé pendant plus de 270 jours en 2001. Et malgré tout, l'oléoduc a produit des bénéfices. Il appartient à la compagnie Occidental Petróleos, dans laquelle le président Bush possède des intérêts.

C'est aussi pour cet oléoduc qu'en avril 2002, le Département d'État américain a donné son feu vert au financement de la Brigade Oléoduc : 2500 soldats colombiens d'élite, soutenus par une force de réaction rapide hélicoptérée, plus un avion de surveillance 24 heures sur 24. Le tout pour protéger les intérêts américains.

Il y a d'autres détails. Ainsi, lorsque le mouvement putschiste a commencé au Venezuela, M. Colin Powell se rendit en Colombie, avec l'ordre d'assigner à la lutte contre la guérilla la fameuse aide militaire destinée à combattre le trafic de drogue. C'était déjà le cas depuis un certain temps, mais c'est à ce moment que le changement a pris un caractère légal.

Le problème n'est pas le trafic de drogue, mais bien la guérilla qui occupe cette zone pétrolière ainsi que la région du Putumayo colombien, à la frontière avec l'Équateur. C'est justement dans cette région que se trouvent les principales réserves pétrolières équatoriennes et la principale zone de cocaïne, également contrôlée par les États-Unis.

Il faut savoir que 90% de la cocaïne produite dans le monde sort de Colombie. Le négoce est d'autant plus enrichissant qu'un kilo de cocaïne colombienne est vendue à la mafia américaine, avec la complicité de fonctionnaires de la CIA, à quelques 1500 dollars. Dans les rues de Los Angeles ou de New York, ce même kilo est revendu au tarif de 120000 à 150000 dollars. Si on y ajoute du sucre, le prix est triplé.

Le Plan Colombie, élaboré par le président Uribe, « grand défenseur de la liberté » (alors que ce pays est depuis six mois en état d'exception et que les droits humains sont inexistantes dans les zones déclarées en exception), envisage de faire passer l'armée colombienne de 50 000 hommes actuellement à 300 000 avec le financement des États Unis et du peuple colombien payant des impôts de guerre. En outre, le président espère disposer d'un million de miliciens, déguisés en « informateurs », alors que ce sont des forces paramilitaires.

### **Pourquoi la Colombie a-t-elle besoin d'1,3 million d'hommes en armes ?**

Une telle armée serait plus nombreuse que celles de l'Allemagne, l'Italie ou la France. Et il n'est nullement question de lutter contre la guérilla, ou de la neutraliser, comme l'affirme le président Uribe. Il s'agit plutôt de repousser les guérilleros des plaines colombiennes vers les Andes. Le véritable objectif est en fait le Venezuela et ses quelque 2500 kilomètres de frontière avec les plaines colombiennes. En repoussant la guérilla colombienne vers le Venezuela, l'Équateur et le Brésil, on justifierait une intervention accrue des États-Unis en Colombie. La guerre en Colombie deviendrait ainsi une guerre de libération des pays sud-américains.

Le plan est déjà tellement évident que le chef du Commandement Sud des États-Unis, le général James Hill, a déclaré que des « narco-terroristes » liés aux groupes islamiques radicaux tels Hamas, Hizbollah ou Al Qaida, opèrent en Amérique latine.

Ce plan macabre commence à se dévoiler sur la scène vénézuélienne, lorsque Pablo Medina, homme politique de l'opposition, affirme aux médias qu'il faudrait éliminer les Forces armées vénézuéliennes. Ou lorsque les militaires rebelles de la place Francia à Altamira réitèrent la nécessité de chasser la politique des Forces armées.

### **Une nouvelle guerre d'indépendance pourrait commencer**

Dans le document du Plan Colombie, il est prévu que l'armée vénézuélienne « contienne » la guérilla à la frontière du Venezuela, mais en fait, il n'est question que de réprimer le peuple colombien, obligé d'émigrer car ses droits sont bafoués. Tout comme ceux des Équatoriens ou des Boliviens. C'est ainsi que se répète l'histoire de répression en Amérique latine lorsque, il y a deux cents ans, il a fallu libérer tout d'abord la Colombie et qu'ensuite, Colombiens et Équatoriens sont venus mourir sur le champs de bataille de Carabobo.

Et encore, on pourrait tout aussi bien parler des Noirs ou des Llaneros vénézuéliens partis mourir au Chili, après avoir formé la seule armée de toute l'histoire de l'humanité qui ne soit pas rentrée avec un butin de guerre.

En plus du problème du Plan Colombie, les États-Unis en ont un autre : s'ils interviennent au Venezuela, ce n'est pas une armée qu'ils affronteront, mais bien un peuple. Et les Américains n'ont jamais gagné une guerre contre un peuple. Une preuve irréfutable en est la guerre du Vietnam.

Les États-Unis pourront envoyer toutes les bombes qu'ils voudront ; ils n'ont aucune idée du nombre d'hommes qu'il leur faudra rien que pour contrôler les chavistes qui, d'après eux, sont trois millions. Ils ne pourront pas contrôler Caracas. Combien d'hommes leur faudra-t-il ? Caracas n'a pas d'importance pour eux. Mais bien le lac de Maracaibo, les routes fluviales et la Guayana. Pour y parvenir à long terme, ils devront prendre le chemin démocratique, c'est-à-dire la négociation et des élections.

### **La Colombie deviendrait l'Israël d'Amérique du Sud**

Donner un caractère démocratique à toute solution au problème vénézuélien. Cela explique pourquoi ils recherchent, activement, un autre Pedro Carmona Estanga [\[2\]](#), voire même un éventuel traître ou judas dans les rangs gouvernementaux.

En attendant, les États-Unis prétendent faire de la Colombie une sorte d'Israël sud-américaine. Et ce, parce qu'il existe, de Paria à Trinidad, en passant par la Bolivie, un énorme gisement de pétrole situé entre les Andes sud-américaines, le massif de la Guayana et la forêt amazonienne. En outre, les jungles tout autour des Andes sud-américaines et les forêts amazoniennes constituent la dernière réserve de biodiversité dans le monde, ce qui est d'une importance extrême pour les pays industrialisés qui ont détruit leur biodiversité.

C'est pourquoi l'auteur du Plan Colombie affirmait que pour contrôler le Venezuela, il fallait intervenir militairement en Colombie, car le pays possède le pétrole dont les Américains ont besoin.

Le Venezuela a du pétrole, du gaz, du charbon. Il a l'Orénoque, un fleuve unique au monde, où l'on pourrait produire des milliers de barils par jour, installer d'énormes stations d'énergie dans le haut Caroni, et ainsi fournir de l'électricité à toute l'Amérique du Sud.

Selon le plan énergétique américain, PDVSA est donc vitale pour que le pays continue d'être un exportateur d'énergie. Et ceci dément les affirmations selon lesquelles il n'y a aucun développement de l'économie, ou qu'il n'y a pas d'investissements à cause du manque de garanties du gouvernement. Ces affirmations sont fausses. Le capital

étranger et une bonne partie du capital national n'ont aucun intérêt au développement du pays. La seule chose qui compte pour eux, c'est que le pays produise du pétrole, du gaz et de l'électricité. Tout autre investissement ne donne aucun bénéfice.

Le Venezuela détient 368000 milliards de barils. Si l'on divise le chiffre par trois millions, on obtient une réserve démontrée de 120 ans. Et on voudrait l'extraire d'ici à 20 ans...

### Les forces sociales derrière le conflit vénézuélien

Lorsqu'en Europe 100 dollars de pétrole vénézuélien sont vendus, sous forme de carburant, d'huile ou tout autre produit dérivés, 68 dollars vont aux gouvernements, 16 aux compagnies pétrolières et 16 au Vénézuéliens. Autrement dit, lorsque nous vendons un baril à 20 dollars aux Européens, le prix atteint 150 dollars, dont 68% de taxes.

Les bénéfices du pétrole pour les gouvernements sont si grands que des pays tels que l'Allemagne, la France, le Japon, la Grande Bretagne, l'Italie, touchent trois fois plus que le gouvernement vénézuélien, alors qu'aucun d'entre eux n'a de pétrole, sauf la Grande Bretagne dans la mer du Nord.

Les gouvernements occidentaux, et plus précisément le Groupe des Sept, sont les premiers bénéficiaires du négoce pétrolier. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'essence est si chère dans ces pays, non pas à cause du prix du baril, mais bien en raison des taxes sur l'essence consommées sur ces marchés. Et pourtant, les pays occidentaux s'entêtent à accuser l'OPEP de maintenir des prix élevés.

Telle est donc la première force sociale impliquée dans le conflit vénézuélien : les gouvernements occidentaux. Pour donner une échelle de comparaison, on peut dire que le capital pétrolier international est d'abord composé des gouvernements occidentaux, puis des compagnies pétrolières (les deux acteurs commercialisent le pétrole et en tirent des milliards de dollars de bénéfices), et bien en dessous, les pays de l'OPEP, PDVSA et enfin les Vénézuéliens.

Ce n'est pas que les défenseurs de la « méritocratie », les militaires rebelles d'Altamira et les hommes politiques d'opposition soient courageux. C'est qu'ils se sentent soutenus par les capitaux étrangers.

### Le mythe de PDVSA

Le magazine de PDVSA, financé par le Bureau de relations publiques de PDVSA, place le holding vénézuélien parmi les cinq plus grandes compagnies dans le monde.

En 2001, PDVSA a eu 46 milliards de dollars de recettes, mais Exxon a eu 190 milliards, et Chevron 99 milliards. Le plus important ici c'est que PDVSA commercialise 3,5 millions de barils par jour, alors que Chevron n'en commercialise que 2,5 millions, tout en obtenant deux fois plus de recettes que PDVSA.

Pire encore : de ces 46 milliards de recettes, PDVSA ne déclare que 3,6 milliards de dividendes, alors que les transnationales pétrolières ont trois fois plus de bénéfices, même en vendant moins de pétrole. On est donc en droit de s'interroger sur la véritable efficacité de l'ancienne direction de PDVSA. Cela ne suffit pas d'être déclaré une des 5 principales compagnies du monde, dans un magazine payé par soi-même...

## Les coûts de PDVSA

Pablo Hernández estime que c'est en évaluant les coûts, d'après les chiffres de PDVSA, que l'on commence à comprendre cette fiction de la « méritocratie ».

M. Tobías Nóbrega, actuel ministre des Finances, a réalisé une étude sur le sujet, où il montre une structure de coûts dont on conclut que les employés de PDVSA coûtent le double de ceux d'autres transnationales pétrolières, mais ne produisent que la moitié. Ce qui, évidemment, oblige à passer en revue tous les comptes de la principale industrie de notre pays.

Pas besoin d'être expert en affaires pétrolières pour observer que, si Exxon Mobil achète du pétrole dans plus de 50 pays du monde, elle arrête ses investissements partout. Or, PDVSA, qui n'achète pas de pétrole, consacre 40% de ses coûts de fonctionnement à l'achat de pétrole brut. Premier doute.

Le deuxième doute surgit lorsqu'on sait que les pétrolières mondiales paient trois fois plus d'impôts que PDVSA, et lorsque le gouvernement touche les impôts de PDVSA, il ne lui est pas permis d'exiger des comptes.

PDVSA paie à peine un tiers de ses impôts. Et ses ex-directeurs disent ensuite que le gouvernement a gaspillé les ressources de l'industrie, dans l'intention de la noyer, sans tenir compte des coûts de fonctionnement et d'exploitation. Ces coûts, pour Shell, qui a des investissements et des champs pétroliers dans le monde entier, ne dépassent pas 9%. Et pour Exxon Mobil, la plus grande compagnie au monde, opérant dans plus de 130 pays, ils atteignent 23%. Quant à PDVSA, qui ne produit qu'au Venezuela, ses coups d'opérations représentent 47%, c'est-à-dire cinq fois plus que dans les transnationales.

## Pourquoi un tel déséquilibre ?

L'histoire politique et économique de ces 26 dernières années, sous le règne de PDVSA, montre que depuis 1976 (année de la 'nationalisation' de l'industrie), le secteur pétrolier du pays ne peut partager ses bénéfices avec aucun gouvernement étranger. Or, au milieu des années 70, l'industrie pétrolière nationale donnait au fisc 80% de toute sa facturation, déclarant quelque 20% de coûts d'opérations. Il ne s'agit pas d'un pourcentage sur les bénéfices réels, mais bien sur le montant déclaré. Les bénéfices non déclarés restaient aux mains de l'industrie, pour un montant plus élevé. D'autant plus élevé que de 1950 à 1970, Shell et Standard Oil ont obtenu la moitié de leurs bénéfices mondiaux en faveur des États-Unis grâce au Venezuela.

En 26 ans, ces messieurs de PDVSA ont réussi à changer le négoce. Aujourd'hui, produire du pétrole revient plus cher ; dès lors, le gouvernement et donc les Vénézuéliens touchent beaucoup moins. D'où une autre question aux 'génies' de PDVSA : pourquoi en ont-ils fait la seule compagnie au monde à présenter un bilan avec des coûts de production en constante hausse ? N'importe quel économiste ou épicier sait que pour qu'une affaire marche, il faut diminuer les coûts pour augmenter le profit.

Et lorsque deux entités fusionnent, comme ce fut le cas de PDVSA sous la présidence de Luis Giusti, c'est bien pour diminuer les coûts. Ainsi, Exxon a fusionné avec Mobil pour faire face à la hausse des coûts sur le marché pétrolier. Et la première année, la nouvelle société a ainsi pu économiser 2 milliards de dollars et maintenir la baisse des coûts à ce niveau depuis lors. Par contre, la « méritocratie » de PDVSA a fait exactement le contraire.

Le début de la crise vénézuélienne se situe à la charnière 1989-1990, au moment du « Caracazo » coïncidant avec le plan économique de Carlos Andrés Pérez et la chute de l'Union soviétique. C'est ainsi qu'a commencé la lutte pour

la répartition de la planète et l'offensive latino-américaine de privatisations ; une grande bataille pour mettre la main sur les entreprises publiques des pays latino-américains et du monde.

Chávez n'est donc que le produit de cette crise, où le Venezuela reçoit de moins en moins de bénéfices de son industrie pétrolière, et avec un moment particulièrement clé, en 1996, alors que la production est poussée au maximum et le pays reçoit les dividendes les plus basses.

Luis Giusti devient président de PDVSA en 1996. Siègent alors au Conseil d'administration Carlos Ortega [3] et Toro Hardy, "expert" pétrolier qui, en 1976, avait fui le pays lorsque le gouvernement de Carlos Andrés Pérez avait ordonné son arrestation pour avoir touché un pot-de-vin (600 000 dollars en actions) d'une société du sud du lac de Maracaibo, en échange d'informations privilégiées pour décrocher des contrats.

Le délit fut alors démontré pendant le premier gouvernement de Pérez. Mais Hardy se réfugia à l'étranger et ne revint que dix ans plus tard, après que la cause ait prescrit. En 1996, il est à nouveau nommé membre du CA de PDVSA.

À ce moment, l'industrie produit au maximum, mais l'état vénézuélien reçoit moins de dividendes. Et malgré cela, M. Luis Giusti, aujourd'hui conseiller de la Maison Blanche en questions énergétiques, affirme que la production vénézuélienne devrait atteindre 6 millions de bpsj à partir de 2006, et 11 millions pour 2010.

Augmenter la production et privatiser l'industrie. Telle est la toile de fond de l'actuelle lutte pour le pouvoir. Entre-temps, on fait croire à la population que si la production augmente, il y aura de grands travaux, des logements et des emplois, alors que la privatisation n'entraînera que des dégraissages, le chômage et aucun investissement social.

### « Semer le pétrole »

Cette expression qui a immortalisé l'historien vénézuélien Arturo Uslar Pietri signifie qu'il faut investir les dividendes du pétrole dans l'éducation, la santé, l'infrastructure, la sécurité, la défense, l'agriculture, les industries non pétrolières. Mais cela ne s'est jamais concrétisé. Pendant les 26 dernières années, les investissements dans ces secteurs ont plutôt diminué, grâce à la « méritocratie » qui a préféré semer le pétrole dans PDVSA.

### Comment cette fraude a-t-elle fonctionné ?

De 1991 à 1996, les coûts de production ont augmenté d'1,6 dollar. En 1998, Luis Giusti s'est arrangé pour les doubler, et Gueaicaipuro Lamea double encore le montant pendant sa présidence. Selon l'actuel président de PDVSA, les coûts de production se situent autour de 15 dollars, alors qu'un baril ne devrait pas coûter plus de 4 dollars. C'est ici que commence la fraude.

De 1990 à 1998, la production de pétrole vénézuélien augmente de 50%. Mais les coûts de production connaissent une hausse de 175% ! Premier cas au monde où une industrie produit plus et se développe, tout en augmentant ses coûts...

En 1993, PDVSA payait 9 millions de dollars à la sous-traitance, plus connue sous le nom de outsourcing. Mais en 1999, les contrats de sous-traitance s'élevaient à 1,775 milliard de dollars. L'État vénézuélien a en fait perdu plus de 7 milliards de dollars dans ce genre de contrats.

## Les arnaques de PDVSA et la possible intervention des États-Unis.

---

Les sous-traitants sont des sociétés privées qui bénéficient des investissements de PDVSA. Tous les cadres du holding ont des membres de leur famille dans ces sociétés de sous-traitance. Or, ils n'y investissent rien du tout, mais touchent les bénéfices. Quelque 45 000 personnes seraient ainsi maintenues par PDVSA, c'est-à-dire le double du personnel actuel.

Autre moyen de grossir les coûts : les accords opérationnels signés par Giusti. L'ex-président de PDVSA a ainsi vendu au pays l'idée selon laquelle il existe des puits marginaux pour lesquels il n'y a pas assez d'argent ni de technologie. C'est pourquoi il fallait signer des accords permettant de vendre ces puits marginaux en concession.

Des milliers de kilomètres carrés ont ainsi été vendus, en trois enchères, pour des concessions de 35 ans. Or, les sociétés ayant remporté ces marchés appartiennent à des gens qui travaillent dans les champs pétroliers vénézuéliens, extraient du pétrole, que PDVSA leur rachète au prix établis par eux-mêmes.

Pourtant, en théorie, l'accord devrait stipuler que les bénéficiaires de la concession doivent risquer leur capital pour extraire le pétrole que l'État ne peut exploiter...

De tels accords ont été signés à Londres, à New York et à Paris. Tout problème juridique portant sur la continuité de tels accords ne peut donc être tranché par des tribunaux nationaux. Il y a donc violation de la souveraineté nationale. Le pire, c'est que si ces champs pétroliers ne fournissent pas la quantité estimée, c'est le Venezuela qui doit payer la différence.

Autre irrégularité : en 1998, les accords pétroliers stipulent que le pétrole extrait le sera à un coût de 9 dollars le baril. Or, en 2000, le baril coûte 15 dollars. Et la production d'un baril coûte au Venezuela de 5 à 9 dollars. La différence, c'est l'État qui doit la payer, c'est-à-dire les Vénézuéliens. Et tout cela, grâce à des accords signés par M. Luis Giusti, mais aussi à la politique pétrolière menée par les partis AD et COPEI pendant 26 ans, en complicité avec les ex-directeurs de PDVSA.

Aux termes de ces accords, 600 000 bps peuvent être produits, dont 500 000 en dehors du quota OPEP. Autrement dit, lorsque le Venezuela doit diminuer sa production OPEP, les barils sous-traités ne sont pas concernés.

Le pays ne peut en fait vendre son quota de pétrole à 20 ou 29 dollars le baril, parce qu'il doit d'abord acheter ces 500 000 barils des accords opérationnels. On en est même arrivé à acheter des barils vénézuéliens à 22 dollars pour les vendre ensuite à 20 dollars sur les marchés internationaux.

Le Commissaire PDVSA pour l'an 2000, feu M. Rafael Daría Ramírez, père de l'actuel ministre de l'Énergie et des Mines, dénonçait dans un rapport que les sociétés filiales de PDVSA nommaient elles-mêmes leurs propres auditeurs pour leur donner l'information qu'elles voulaient bien leur donner. Voilà que surgit l'affaire de Venton Vicler, dans l'état de Monagas. Cette société déclare qu'elle produit à 8,77 dollars son baril de pétrole. Or, PDVSA démontre que la production en coûte que 3,63 dollars. Malgré tout, la Nation a dû rembourser 5,14 dollars de différence par baril. Pire : de 1993 à 1999, la société Venton Vicler investit 542 millions de dollars, que PDVSA a remboursés à hauteur de 535 millions. En d'autres termes, ces gens ont produit au Venezuela, avec l'argent des Vénézuéliens.

Le rapport mentionné plus haut dénonce un autre cas : celui d'un puits d'exploration construit par Total Fina à un coût prétendu de 26 millions de dollars. Or, la division orientale de PDVSA démontre que la valeur réelle ne dépasse pas 7 millions de dollars. Et pourtant, les 18 millions de différence sont versés par PDVSA. Une somme trois fois supérieure au montant qu'exigerait le développement de la pêche artisanale du pays, mais « remise en cadeau » à une société pétrolière étrangère.

Sur les 31 accords opérationnels en vigueur, dans 17 cas les sous-traitants internationaux dépassent en nombre et en montant la main-d'œuvre étrangère employée, en violation avec la législation nationale du travail. Et le coût pour le pays s'élève à 16,5 milliards de bolivars.

Enfin, les exploitants du champs pétrolier de Colón, concrètement à la frontière de l'état de Zulia et de la Colombie, doivent bénéficier d'un incitant de deux dollars par baril lorsque leur production atteindra le seuil de 98 millions de barils. Or, en juin 1998, les contrats d'exploitation sont modifiés et deviennent rétroactifs, stipulant que les incitants commenceront à être payés dès 1999, au lieu de l'année 2013.

Tous ces cas sont repris dans le rapport 2000 du commissaire aux comptes de PDVSA et ont causé au pays environ un milliard de dollars de pertes. Mais tel n'est pas le véritable négoce.

### **Le véritable négoce...**

Malgré la gravité des cas mentionnés plus haut, M. Hernández explique que le véritable négoce de cette soi-disant méritocratie commence en fait en 1983.

Pendant la guerre Iran-Irak, PDVSA parvient à accumuler quelque cinq milliards de dollars dans ses caisses. Le problème était de trouver comment blanchir cet argent en bénéfices personnels. La réponse fut le « vendredi noir », c'est-à-dire le jour de la dévaluation de la monnaie vénézuélienne et la fuite de millions de dollars des caisses de toutes les banques du pays.

Mais il restait encore de l'argent au Venezuela. PDVSA étant une industrie nationale consolidée, l'expert pétrolier Calderón Berti, actuellement conseiller auprès de la Coordination démocratique, qui à l'époque s'habillait en cheik et allumait ses cigares avec des billets de cinq cents bolivars, propose d'assurer le pétrole vénézuélien en internationalisant PDVSA. Autrement dit, l'industrie commence à acheter tous azimuts à l'étranger : raffineries, stations-service, quais d'embarquement et terminaux maritimes.

La première raffinerie étrangère est payée en 1983 par une avance de 50% : 250 millions de dollars remis en liquide par Berti lui-même. Dans cette même année, Luis Herrera quitte la présidence et Jaime Lusinchi lui succède. En tant que président, il commence son mandat en ordonnant d'enquêter sur l'achat de ladite raffinerie. La moitié du prix versée en avance ne s'élevait pas à 250 millions de dollars, mais bien à 28 millions.

Hernández affirme non sans ironie que les 'patriotes' du parti Action démocratique (AD) crient leur indignation. Et s'empressent d'acquérir 29% de la société ainsi créée, pour un montant de 320 millions de dollars, afin d'améliorer l'affaire. Ce sont les mêmes gens d'AD qui actuellement sont dans l'opposition.

Depuis lors, pas moins de 19 raffineries ont été achetées à l'étranger, ainsi que de 13 000 à 15 000 stations-service, en plus de quais d'embarquement ou terminaux maritimes. Toutes ces installations étaient mises en vente parce qu'elles n'étaient plus compétitives, selon les rapports financiers des vendeurs eux-mêmes.

Ces raffineries étaient vieilles de plus de cinquante ans. Elles ne servaient qu'à traiter du pétrole léger et moyen, non pour raffiner du brut lourd tel que le brut vénézuélien. On en déduit que ces raffineries n'ont jamais reçu de pétrole vénézuélien.

**D'où la question :** à qui le Venezuela achète-t-il du pétrole ?

**La réponse est :** au Mexique et dans la mer du Nord, où le baril vaut 20 dollars.

Le négoce consiste donc à sortir le pétrole du pays, le vendre à l'étranger et, avec le produit de ces ventes, acheter le brut léger requis dans les raffineries. Et ce, en violation de toutes les lois nationales, telle la convention de change de la Banque centrale, qui stipule que PDVSA ne peut toucher le produit de ses ventes et doit tout déposer sur le compte numéro un de la Chase Manhattan Bank au nom de la République du Venezuela.

### La trahison de Carlos Andrés Pérez

Mais PDVSA n'a pas respecté la convention des changes de la Banque centrale. Ce qui a notamment entraîné la destitution de Carlos Andrés Pérez lors de son second mandat, pour avoir tenté d'imposer une réforme de cette convention pour vendre les raffineries de l'étranger. En fait, c'est à cette époque que le fisc a commencé à ressentir la diminution des recettes pétrolières.

Ceci illustre bien le pouvoir de l'ancienne direction de PDVSA qui, selon Hernández, va même jusqu'à éliminer ses valets qui ne servent plus ses intérêts.

PDVSA achète des raffineries à l'étranger, non pas pour s'assurer les marchés ou raffiner le brut vénézuélien, mais bien pour blanchir l'argent à l'étranger, sans passer par le fisc. Le blanchiment a une telle ampleur que le pétrole brut est vendu au rabais par le biais de ces raffineries. Le rabais était de deux dollars et a même atteint quatre dollars sous la présidence de Luis Giusti. Ainsi, du brut vendu en 1998 et 1999 à la société SITGO, l'a été à trois dollars le baril, alors que le prix était de sept dollars. Giusti justifia cette vente à pertes en affirmant qu'il fallait « récupérer des parts de marché en profitant de prix concurrentiels ». Hernández estime à juste titre qu'il ne faut pas être spécialiste du pétrole pour reconnaître les dires d'un voleur. Il s'agissait d'une véritable auto-fraude dont les bénéficiaires étaient déclarés et déposés à l'étranger, pour être recyclés et blanchis par des sociétés sises à Panama, aux Îles Caïman, aux Bahamas et autres paradis fiscaux : 189 sociétés commerciales qui ne présentent leurs comptes à personne. Cet argent était prêté aux mêmes acteurs entre eux, à un intérêt de 0%, pendant que PDVSA s'endettait à l'étranger pour plus de dix milliards de dollars. Quant aux associés américains et européens, il leur suffisait d'emprunter aux banques avec pour gages les actifs vénézuéliens. Et comme le Venezuela est engagé dans des prêts à 20 ou 30 ans, il ne peut sortir de l'impasse, ni même en vendant ses actifs. Le pays est ainsi obligé de continuer de livrer du pétrole au rabais, car pour les tribunaux de Londres, New York ou Paris, toute rupture de ces contrats constituerait une cause d'intervention. Telle est d'ailleurs la carte que cache l'opposition : dénoncer le Venezuela pour violation des conventions internationales, après avoir vendu le pays dans le dos de ses citoyens.

### L'évasion fiscale

Un autre grand mensonge est celui des recettes totales de PDVSA, par rapport à ce que les Vénézuéliens touchent réellement par le biais du fisc, et dont le montant dépasse rarement le seuil des dix milliards de dollars. En fait, la production augmente, mais les coûts augmentent beaucoup plus. Voilà donc un autre mensonge dévoilé : le gouvernement actuel aurait reçu cent milliards de dollars ces trois dernières années, alors qu'en fait, il n'a perçu que 25 milliards en deux ans. Le Venezuela ne touche presque rien de l'étranger. Autrement dit, en cas de blocus contre le pays ou de suspension des ventes de pétrole, le pays ne souffrirait pas trop s'il touchait réellement les fonds versés par ceux qui achètent du pétrole dans le pays, plus précisément à Las Salinas, à Paraguaná et à El Palito. Les autres pays ont bel et bien besoin de ce brut, car leur consommation énergétique est énorme.

© COPYLEFT RISBAL 2003.

*Post-scriptum :*

\* Traduction de l'espagnol : Gil B. Lahout.

**Notes :**

---

[1] Respectivement ex-président de PDVSA et ex-membre du CA de PDVSA.

[2] Président de la patronale vénézuélienne, autoproclamé président de la République à la suite du coup d'État du 11 avril 2002.

[3] Actuellement président de la Centrale travailleurs du Venezuela (CTV), principale confédération syndicale du pays.